

Madagascar/Présidentielle ce samedi Un scrutin test pour consolider la démocratie

AFP
Antananarivo/Madagascar

36 candidats sont en lice. La bataille devrait toutefois se circonscire à trois d'entre eux, tous anciens présidents.

LES Malgaches sont appelés aux urnes ce mercredi pour le premier tour de la présidentielle, où trois anciens chefs de l'Etat font figure de favori, un scrutin test pour cette île extrêmement pauvre coutumière des crises post-électorales. Depuis l'indépendance de la Grande Ile en 1960, rares sont les élections qui n'ont provoqué "ni contestations radicales ni violences post-électorales", note l'Observateur malgache de la vie publique (Sefafi).

"L'enjeu de l'élection cette année est de consolider la paix" après les crises politico-militaires sanglantes de 2002 et 2009 et les tensions du printemps dernier autour de lois électorales contestées, explique à l'AFP Sahondra Rabenarivo, membre de cette association.

Aujourd'hui, 36 candidats sont en lice pour la magistrature suprême. Parmi eux, figurent quatre anciens présidents, plusieurs ex-Premiers ministres, deux pasteurs ou encore un chanteur très populaire.

Une profusion de candidats qui témoigne, selon le Sefafi, de "la faiblesse des partis politiques" dans cette démocratie fragile.

Mais la bataille se joue avant tout entre trois hommes, tous anciens présidents - Marc Ravalomanana (2002-2009), Andry Rajoelina (2009-2014) et Hery Rajaonarimampianina (2014-septembre 2018) -, selon les observateurs et un sondage interdit de parution à Madagascar fin septembre. M. Rajaonarimampianina semble cependant avoir perdu récemment du terrain, avec la défection de plusieurs députés et d'un de ses anciens conseillers. Dans l'un des pays les plus pauvres au monde, la priorité des électeurs se résume à l'accès à l'eau et l'électricité, la lutte contre le chômage et la lutte contre l'insécurité.

"On attend le branchement à l'électricité et on veut de l'eau potable dans nos maisons", explique Marie Raholiharilala, qui casse toujours, à 60 ans, des pierres de granit dans une carrière sur les hauteurs d'Antananarivo.

"Le peuple malgache souffre au-delà de ses forces. En quarante-huit ans, j'ai vu ce pays s'enfoncer d'année en année", s'indigne le père Pedro, qui travaille aux côtés des plus démunis dans la capitale.

"La pauvreté n'est pas tombée du ciel, elle a été créée

par les politiciens de ce pays" qui possède d'énormes "ressources minières", lance-t-il lors d'un entretien à l'AFP.

En campagne, les candidats à la présidentielle partagent tous la même vision à long terme : le développement de Madagascar. Mais ils "promettent monts et merveilles (...) sans dire comment", regrette Mme Rabenarivo.

DISTRIBUTION DE MACHINES A COUDRE. Dans la capitale Antananarivo, sur les panneaux d'affichage électoraux en bois, rares sont les affiches des candidats outsiders. Elles ont été déchirées et les petits candidats n'ont pas les moyens d'en recoller quasi quotidiennement, contrairement aux trois favoris.

Ces trois là écrasent la concurrence en matière de visibilité et de moyens déployés : des hélicoptères pour sillonner le pays aux infrastructures routières déplorables, des chaînes de télévision qui diffusent les spots de campagne de leurs candidats, des SMS envoyés aux électeurs...

La directrice de Transparency International Madagascar (TIMM), Ketakandriana Rafitson, se dit "écœurée" par les distributions de cadeaux pour acheter les électeurs : des tee-shirts et des casquettes bien sûr, mais aussi du carrelage, du parquet ou en-



Photo : AFP

Dans le pays (ici la capitale Antananarivo), tout semble prêt pour assurer un déroulement sans accroc de la présidentielle.

core des machines à coudre.

"RISQUES DE DERAPAGES" La présidentielle doit aussi permettre de "régler, par la voie des urnes, les comptes de 2009" entre les deux frères ennemis Ravalomanana et Rajoelina, interdits de se présenter en 2013, explique Mme Rabenarivo. Après des semaines de violences sanglantes en 2009, le président Ravalomanana avait cédé le pouvoir à l'armée qui l'avait confié au tout jeune Rajoelina, maire de la capitale.

Mais en début de cette année, les deux rivaux ont fait cause commune contre le régime Rajaonarimampianina, accusé de vouloir faire taire l'opposition. Les manifestations ont fait deux morts et la fronde populaire qui a duré plusieurs semaines a

débouché sur la formation d'un gouvernement d'union nationale, mettant fin à l'instabilité.

Aujourd'hui, les principaux acteurs de cette crise se retrouvent en compétition pour la présidentielle.

La campagne a été calme, mais "les risques de dérapages" existent, préviennent les observateurs.

"Il est très important que le résultat soit crédible (...) et que le troisième accepte" de ne pas être qualifié pour le second tour le 19 décembre, souligne Mme Rabenarivo.

Une vingtaine de candidats ont par ailleurs dénoncé de nombreuses irrégularités, selon eux, sur les listes électorales et appelé en vain à un report de l'élection. Les favoris se sont tus sur le sujet, mais pourraient l'exploiter en cas de défaite, préviennent les observateurs.

L'Afrique en bref

• **Bénin/Politique. Soglo critique Talon**

L'ancien président et opposant béninois, Nicéphore Dieudonné Soglo, a accusé hier le président Patrice Talon d'être "le chantre de la répression syndicale et de la précarité", après sa déclaration polémique sur la nouvelle législation du travail devant des investisseurs étrangers.

• **RD Congo/Politique. L'opposition désignera son "candidat commun" en Suisse**

Sept témoins de l'opposition congolaise comptent désigner un candidat commun à la présidentielle de décembre lors d'une réunion prévue à partir de demain à Genève malgré des dissensions qui les minent à moins de deux mois d'élections sous tension en République démocratique du Congo, ont déclaré hier des responsables.

• **Rwanda/Politique. Nouvelle charge de l'opposante Rwigara contre le régime avant son procès**



Photo : AFP

L'opposante rwandaise Diane Rwigara, dont le procès pour incitation à l'insurrection s'ouvre ce mercredi à Kigali, estime dans un entretien à l'AFP que son pays s'apparente à "une prison" dont le gardien est le parti au pouvoir du président Paul Kagame.

Cameroun/Investi hier pour un nouveau septennat

Le président Biya reconnaît "les frustrations et les aspirations" en zone anglophone

AFP
Yaoundé/Cameroun

LE président camerounais Paul Biya a reconnu hier "les frustrations et les aspirations" dans les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest en proie à un conflit armé, dans un discours prononcé après sa prestation de serment à Yaoundé.

"Je me suis attentivement penché sur les frustrations et les aspirations de la grande majorité de nos compatriotes" dans ces régions, a-t-il dit, promettant qu'un "bon nombre de réponses" y sera apporté "dans le cadre de l'accélération du processus de décentralisation en cours".

Paul Biya, 85 ans dont 36 au pouvoir, qui entame un 7ème mandat, a déclaré avoir "l'intime conviction que l'écrasante majorité (des Camerounais des régions anglophones) aspirent à retrouver rapidement la paix au sein de la communauté nationale". A ceux-là, il a demandé "de

ne pas perdre espoir". Dénonçant le "joug extrémiste qui fait régner la terreur et la désolation" et les "entrepreneurs de guerre", il a appelé les séparatistes armés à "déposer les armes et à retrouver le droit chemin".

"Je ferai en sorte que le calme et la sérénité reviennent dans les deux régions concernées", a encore déclaré le président Biya, estimant que "le destin de nos compatriotes du Nord-Ouest et du Sud-Ouest s'inscrit dans le cadre de notre République".

Dans les deux régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, un conflit armé oppose depuis fin 2017 des séparatistes armés aux forces de sécurité camerounaises, et a déjà forcé plus de 300.000 personnes à fuir leur domicile.

Lundi, 79 élèves d'un collège protestant de Bamenda, la capitale régionale du Nord-Ouest, ont été enlevés par des hommes armés. ("L'Union" d'hier).

Ce rapt de masse, sans précédent au Cameroun mais qui est pratiqué dans le nord

du Nigeria voisin par le groupe jihadiste Boko Haram, n'a pas été évoqué par le président durant son discours.

Les autorités, qui refusent le dialogue avec les séparatistes qu'elles qualifient de "terroristes", ont procédé depuis début 2018 à un important déploiement de forces de sécurité pour "rétablir l'ordre".

Plus de 175 membres des forces de défense et sécurité camerounaises ont perdu la vie dans ce conflit ainsi que plus de 400 civils, selon les ONG.

Selon des sources concordantes, aux séparatistes armés se sont ajoutés ces derniers mois des bandes armées qui rackettent les populations et les entreprises.

Depuis novembre 2016, la minorité anglophone - environ 20% de la population camerounaise estimée à 22 millions - proteste contre ce qu'elle considère comme une marginalisation. Cette crise s'est muée en conflit armé il y a un an.

Certains anglophones exi-



Photo : BANDOMA/L'Union

Investi hier pour un nouveau mandat de sept ans, le président Paul Biya a promis des réponses rapides aux frustrations et aux aspirations en zone anglophone.

gent le retour au fédéralisme alors que d'autres réclament la partition du pays, deux hypothèses refusées par Yaoundé.

Un rassemblement d'opposants dispersé. Peu après la prestation de serment du président Paul Biya, l'opposant Maurice Kamto, qui revendique la victoire à la présidentielle du 7 octobre, a pris la parole dans la rue devant plusieurs di-

zaines de militants à Yaoundé, réitérant qu'il était "le président élu". Un fort déploiement de forces de sécurité a dispersé le rassemblement, et un hélicoptère des forces de sécurité a survolé le rond-point où il a pris la parole. Des militants ont été emmenés dans un véhicule de police, selon un cadre du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC), parti de Maurice Kamto.

A travers le monde

• **France/Terrorisme. Ils prévoient une action violente contre le président**

Six suspects en lien avec la mouvance de l'ultradroite ont été interpellés hier par les services antiterroristes dans le cadre d'une enquête sur un projet d'action violente aux contours imprécis visant le président Emmanuel Macron, a-t-on appris de sources proches de l'enquête.

• **Irak/Conflit. Plus de 200 charniers du groupe EI découverts à ce jour en Irak**



Photo : AFP

Plus de 200 charniers renfermant jusqu'à 12 000 corps ont été mis au jour dans plusieurs provinces d'Irak tenues entre 2014 et 2017 par le groupe jihadiste Etat islamique (EI), a annoncé hier l'Onu, indiquant qu'il "pourrait y en avoir beaucoup plus".